

Synthèse : Un Ajustement Budgétaire Inévitable pour l'Algérie (2026-2030)

Le diagnostic

L'Algérie fait face à une fragilité budgétaire structurelle, non conjoncturelle. Les cycles pétroliers masquent temporairement les déficits, mais chaque contre-choc révèle l'ampleur du déséquilibre sous-jacent.

4 chiffres clés :

Déficit hors hydrocarbures : -25 à -30% du PIB — les dépenses structurelles excèdent durablement les ressources domestiques

Dépendance pétrolière : 65-75% des recettes budgétaires vs 10-12% de fiscalité domestique

Dépenses courantes rigides : 22-27% du PIB (salaires + subventions) financés par la rente volatile

Investissement procyclique : Variable d'ajustement de 6% à 13% du PIB selon les prix du baril

Cette architecture génère une instabilité systémique : déficit → financement domestique → inflation → pressions de change (marché parallèle à 74% de prime) → érosion des réserves.

Pourquoi l'ajustement est inévitable

Procyclicité budgétaire : Les booms alimentent l'expansion des dépenses courantes ; les chocs compriment l'investissement sans corriger les rigidités.

Trappe rentière : L'État finance ses fonctions par des ressources volatiles au lieu d'une base fiscale domestique durable.

Contrainte arithmétique : Des dépenses publiques durablement supérieures aux ressources domestiques non pétrolières sont incompatibles avec la stabilité macroéconomique.

Vulnérabilité externe : La synchronisation croissante des marchés financiers mondiaux amplifie les chocs pétroliers vers le budget.

Les 3 priorités de l'ajustement 2026-2030

Réforme de la dépense publique : Ciblage des subventions via transferts directs ; maîtrise graduelle de la masse salariale ; efficience de l'investissement

Mobilisation fiscale (→ 15% du PIB) : Optimisation TVA ; élargissement de l'assiette ; renforcement de l'administration fiscale et douanière

Unification du change : Réalignement progressif pour éliminer le système dual et restaurer la compétitivité

L'enjeu

Ajustement graduel : Effort lissé, dépenses sociales protégées, croissance préservée.

Report : Correction future brutale, déclenchée par une crise, socialement plus coûteuse.

L'ajustement n'est pas un choix politique mais une contrainte macroéconomique arithmétique. Reporter ne l'évite pas — cela en accroît le coût.